

MESSAGE N° 75 *1^{er} juillet 2003*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
la loi sur les impôts cantonaux directs

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD; RSF 631.1). Après une brève introduction et quelques informations sur le train de mesures fiscales au niveau fédéral, ce message donne les motifs et l'étendue de la révision de la loi en vigueur et ses conséquences. Il contient enfin un commentaire des principales dispositions modifiées.

1. INTRODUCTION

Les statistiques publiées chaque année démontrent que la charge fiscale de notre canton est élevée. Dans celles de l'année 2002 (publiées en 2003) Fribourg occupait la 24^e position.

A la suite du passage à la taxation annuelle *postnumero* des personnes physiques, il est apparu que les résultats des taxations étaient bien supérieurs aux prévisions. Aussi, en réponse à sept motions, le Conseil d'Etat a proposé de réduire la fiscalité des couples mariés et des familles.

Outre les modifications dans le domaine de la famille, il est nécessaire de saisir l'opportunité de cette révision pour procéder à quelques adaptations. Celles-ci sont pour la plupart rendues nécessaires pour des motifs d'harmonisation.

2. INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES ET DÉBATS AU GRAND CONSEIL

De septembre 2002 à mars 2003, 7 motions ont été déposées et développées; elles ont toutes pour but de réduire les impôts des personnes physiques.

Le 8 avril 2003, le Conseil d'Etat a donné une réponse commune à ces motions et il a proposé de retenir des solutions qui vont dans la même direction que celles retenues par les Chambres fédérales dans le débat concernant l'imposition de la famille et de consacrer environ 16 millions de francs pour réduire l'impôt sur le revenu des personnes physiques, soit:

- 10 millions de francs pour «améliorer» notre système de splitting et faire passer notre diviseur de 1,66 à environ 1,8;
- 5,5 millions de francs pour augmenter de 800 francs les déductions sociales pour enfants;
- 1 million de francs pour augmenter la déduction au titre de frais de garde de 2000 francs à 4000 francs.

Dans sa séance du 8 mai 2003, les propositions du Conseil d'Etat ont été suivies par le Grand Conseil. Les motions suivantes, énumérées ci-après dans leur ordre chronologique, seront ainsi liquidées:

- Motion BOIVIN Denis (019.02) demandant une baisse du taux et une compensation des effets de la progression à froid concernant l'impôt sur la fortune des personnes physiques.

La première partie concernant le taux a été refusée par 88 voix contre 23; l'introduction d'une disposition

concernant la compensation des effets de la progression à froid a été acceptée par 91 voix contre 18.

La modification y relative est prévue par l'introduction d'un nouvel article 62^{bis} LICD.

- Motion BAPST Markus/ROMANENS Jean-Louis (027.02) demandant une augmentation des déductions sociales pour enfants.

Cette motion a été acceptée par 87 voix contre 24.

Une augmentation des déductions sociales pour enfants est prévue à l'article 36 al. 1 let. a LICD.

- Motion MONNEY Michel (028.02) demandant l'introduction d'un double barème, l'un applicable aux contribuables mariés et aux personnes seules avec enfant(s) à charge et un autre pour les personnes seules sans charges familiales.

Cette motion a été refusée par 73 voix contre 24 et 5 abstentions.

- Motion ROMANENS Antoinette/BERSET Solange (030.03) demandant de modifier la LICD en matière d'imposition des époux et concernant le principe de solidarité des époux pour le paiement de la créance fiscale.

La première partie concernant l'amélioration du splitting a été acceptée par 96 voix contre 1 et 1 abstention; la proposition concernant la solidarité pour le paiement de l'impôt des couples mariés a été refusée par 70 voix contre 28 et 4 abstentions.

Une amélioration du splitting est prévue à l'article 37 al. 3 LICD.

- Motion BERSET Solange/ROMANENS Antoinette (031.03) demandant le remplacement du système de déductions sociales sur le revenu imposable par des déductions sociales sur le montant d'impôt dû.

Cette motion a été rejetée par 69 voix contre 34.

- Motion DEMIERRE Anne-Claude (033.03) demandant une augmentation de la déduction pour frais de garde.

La motionnaire s'étant ralliée à la proposition du Conseil d'Etat, cette motion a été partiellement acceptée par 99 voix contre 2.

Une augmentation des frais de garde est prévue à l'article 34 al. 1 let. c^{bis} LICD.

- Motion LOSEY Michel (035.03) demandant de prendre en compte la déduction des coûts effectifs des primes de l'assurance-maladie pour tous les rentiers AVS-AI domiciliés dans le canton.

Cette motion a été retirée le 8 mai 2003.

3. TRAIN DE MESURES FISCALES 2001 AU NIVEAU FÉDÉRAL

Le train de mesures fiscales 2001 au niveau fédéral comprend 3 volets, l'imposition du couple et de la famille, le changement du système d'imposition de la valeur locative et la révision du droit de timbre de négociation. Les deux premiers ont une incidence directe sur les cantons dans la mesure où ces derniers participent aux recettes de l'impôt fédéral direct et que la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des

cantons et des communes (LHID; RS 642.14) est également modifiée.

Après trois ans de débats parlementaires, les dernières divergences entre les deux Chambres ont été éliminées lors de la Conférence de conciliation du 5 juin 2003. Lors du vote final, le 20 juin 2003, le Conseil national a adopté le paquet fiscal par 97 voix contre 69, alors que le Conseil aux Etats l'adoptait par 30 voix contre 13.

3.1 Imposition de la famille

Au titre de l'IFD, les principales nouveautés consistent à introduire un *splitting* partiel avec un diviseur de 1,9, une déduction générale pour chaque contribuable, une déduction générale pour famille monoparentale, une déduction générale pour frais de garde de 7000 francs et une déduction sociale pour ménage accordée aux personnes seules; la déduction combinée pour les primes d'assurance-maladie, d'assurance-vie et les intérêts des capitaux d'épargne est supprimée et remplacée par une déduction pour les primes d'assurance-maladie obligatoire. La déduction pour double activité est également supprimée. De plus, il est prévu d'augmenter les déductions sociales pour enfant à 9300 francs.

Ces dispositions devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Au niveau de la LHID, il faut relever principalement l'introduction du *splitting* obligatoire pour les cantons et d'une déduction générale pour frais de garde, la suppression de la déduction pour double activité et de la déduction combinée pour les primes d'assurance-maladie, d'assurance-vie et les intérêts des capitaux d'épargne qui est remplacée par une déduction pour les primes d'assurance-maladie obligatoire.

Les cantons disposent d'un délai de 5 ans pour adapter leur législation.

3.2 Imposition du logement

Les Chambres fédérales ont opté pour l'abandon de l'imposition de la valeur locative. Des dispositions sont prévues pour permettre aux nouveaux propriétaires de déduire les intérêts passifs dégressivement durant dix ans. Les frais d'entretien continueront d'être déductibles, mais uniquement pour la part qui dépasse un montant de 4000 francs. De plus, une nouvelle déduction «Epargne-logement» a été introduite.

L'entrée en vigueur du nouveau système est prévue, tant au niveau fédéral que cantonal, pour le 1^{er} janvier 2008.

3.3 Referendum

Vu les importantes pertes fiscales qui résulteront du changement de régime tel qu'il a été décidé par les Chambres fédérales, le Conseil d'Etat a décidé de soutenir un referendum lancé par les cantons contre le paquet fiscal adopté le 20 juin dernier. En effet, ce paquet aura pour conséquence des pertes fiscales de quelque 2,5 milliards de francs pour les cantons et les communes.

Le Conseil d'Etat tient à préciser que son opposition à ce paquet fiscal se dirige contre le nouveau système d'imposition de la propriété du logement qui a subi un changement consistant à supprimer l'imposition de la valeur locative, tout en maintenant certains avantages du sys-

tème actuel. Cette mesure fera perdre au canton de Fribourg des rentrées fiscales de 15 à 20 millions de francs dès l'année 2009 et un montant identique pour les communes.

4. COMMENTAIRES DES ARTICLES

Art. 1 Loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs

Art. 34 al. 1 let. c^{bis} (nouveau)

Pour respecter la systématique de la LHID et avoir une pratique identique pour l'impôt fédéral direct et l'impôt cantonal, la déduction pour frais de garde a été déplacée dans les déductions générales, ce qui a pour conséquence l'abrogation de l'article 36 al. 1 let. g LICD. La disposition cantonale reprend le texte de la LHID, sous réserve de la limite d'âge que le Conseil d'Etat estime justifié de maintenir à 12 ans, et fixe le montant à 4000 francs au lieu de 2000 francs. En effet, durant le délai de cinq ans accordé aux cantons pour adapter leur législation, une telle différence est possible.

Art. 34 al. 1 let. i

La question de la déductibilité des dons est notamment réglée au niveau fédéral à l'article 9 al. 2 let. i LHID. Cette disposition fait partie du droit dit «harmonisé». Les cantons doivent dès lors reprendre les principes dans leur législation. Comme la disposition fédérale ne prévoit pas la possibilité de déduire fiscalement les versements bénévoles octroyés aux personnes morales qui sont exonérées de l'impôt parce qu'elles poursuivent des buts culturels, il est nécessaire de reprendre ce principe dans le droit cantonal.

Art. 36 al. 1 let. a et b

Le montant de la déduction sociale est augmenté de 4700 francs à 5500 francs pour les deux premiers enfants et de 5700 francs à 6500 francs dès le troisième enfant. La déduction pour orphelin de père et mère est également augmentée dans la même mesure.

Art. 37 al. 3

Le taux auquel est frappé le revenu global imposable des personnes mariées vivant en ménage et des familles monoparentales est réduit de 60 % à 56 %, ce qui correspond environ à un diviseur de 1,8.

Art. 59 al. 1

Les assurances de rentes viagères avec restitution des primes sont aussi soumises à l'impôt sur la fortune pour leur valeur de rachat pendant le versement des rentes, et non plus seulement pendant que le versement des rentes est différé. Cette modification s'impose du fait que les assurances de rentes viagères avec restitution des primes ont également une valeur de rachat pendant le versement des rentes.

Art. 62^{bis} (Compensation des effets de la progression à froid)

Cette nouvelle disposition permet un examen périodique des effets de la progression à froid sur l'impôt frappant la fortune des personnes physiques.

Art. 68 al. 1

L'article 66 al. 1 LHID prévoit que la fortune imposable se détermine d'après son état à la fin de la période fiscale

ou de l'assujettissement. Ce principe doit également être repris dans la manière d'estimer les valeurs cotées et faisant l'objet de transactions en Suisse, dans la mesure où, à partir de l'année 2002, la liste des cours correspond au cours de la bourse du dernier jour ouvrable de décembre et non plus au cours moyen du mois de décembre.

Art. 90 al. 2

La loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur les fonds de placement a été abrogée par la loi fédérale du 18 mars 1994 sur les fonds de placement (RS 951.31).

Art. 2 Loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

Art. 12 al. 2

L'article 9 al. 3^{bis} de la loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (RSF 632.1) a été introduit au 1^{er} janvier 2001 et, par erreur, le renvoi n'a pas été ajouté dans le présent alinéa.

5. INCIDENCES FINANCIÈRES

5.1 Pour l'Etat

L'incidence financière des mesures proposées s'élève à 16,5 millions de francs pour l'Etat, soit:

	Fr. (en millions)
<i>art. 36 al. 1 let. a</i>	
Déductions sociales pour enfants.	
Augmentation de 800 francs.	5,5
<i>art. 36 al. 1 let. f</i>	
Frais de garde. Augmentation de 2000 francs.	1,0
<i>art. 37 al. 3</i>	
Amélioration du splitting de 1,66 à environ 1,8	10,0
TOTAL	16,5

5.2 Pour les communes et les paroisses

Les impôts communaux et ecclésiastiques sont prélevés sur la base des impôts cantonaux de sorte que les communes et les paroisses sont concernées dans la même proportion.

5.3 Pour les contribuables

Sont concernés par cette révision les contribuables mariés avec ou sans enfants, en activité ou rentiers, ainsi que les familles monoparentales. Les calculs comparatifs de la charge fiscale tiennent compte des diverses hypothèses mentionnées ci-après.

5.3.1 Impôt sur le revenu des contribuables salariés

Sujet fiscal: contribuable de profession dépendante, marié ou seul avec enfant(s), le conjoint exerçant ou n'exerçant pas d'activité salariée.

Objet fiscal: produit du travail du contribuable ou du couple.

Déductions considérées:

- AVS/AI/APG et assurance-chômage aux taux légaux 2003;

- Caisse de pension: 5 % du revenu brut;
- Frais professionnels: 3 % du revenu net, minimum 1900 francs et maximum 3800 francs;
- Déduction pour activité du conjoint;
- Assurance-maladie: prime forfaitaire de l'année 2003, sans tenir compte des réductions des primes;
- Frais de garde;
- Déductions sociales.

	Revenu brut	Impôt 2003	Impôt 2004	Différence en %
a) couple marié sans enfant, pas d'activité du conjoint				
40 000	952.55	881.60		- 7,4
60 000	2 740.00	2 608.20		- 4,8
80 000	4 630.20	4 437.40		- 4,2
100 000	6 728.60	6 534.30		- 2,9
150 000	12 548.55	12 289.80		- 2,1
200 000	18 868.85	18 429.35		- 2,3
b) couple marié avec 1 enfant, pas d'activité du conjoint				
40 000	497.85	410.80		- 17,5
60 000	2 130.40	1 946.50		- 8,6
80 000	3 991.85	3 748.75		- 6,1
100 000	6 078.85	5 761.05		- 5,2
150 000	11 852.15	11 385.15		- 3,9
200 000	18 042.45	17 511.75		- 2,9
c) couple marié avec 1 enfant (frais de garde), avec salaires identiques des conjoints				
40 000	345.00	202.00		- 41,4
60 000	1 850.55	1 506.20		- 18,6
80 000	3 716.50	3 283.65		- 11,6
100 000	5 792.60	5 196.30		- 10,3
150 000	11 519.15	10 750.80		- 6,7
200 000	17 671.50	16 871.55		- 4,5
d) couple marié avec 2 enfants, pas d'activité du conjoint				
40 000	212.85	141.80		- 33,4
60 000	1 559.95	1 359.25		- 12,9
80 000	3 398.20	3 108.15		- 8,5
100 000	5 401.60	4 978.20		- 7,8
150 000	11 078.20	10 501.45		- 5,2
200 000	17 230.20	16 617.90		- 3,6
e) couple marié avec 2 enfants (frais de garde), avec salaires identiques des conjoints				
40 000	76.00	40.00		- 47,4
60 000	1 172.95	612.05		- 47,8
80 000	2 945.65	2 236.00		- 24,1
100 000	4 834.95	4 002.30		- 17,2
150 000	10 430.95	9 352.50		- 10,3
200 000	16 576.20	15 434.75		- 6,9
f) personne seule, avec 1 enfant (frais de garde)				
40 000	578.85	351.75		- 39,2
60 000	2 241.55	1 848.30		- 17,5
80 000	4 111.65	3 647.95		- 11,3
100 000	6 208.90	5 645.90		- 9,1
150 000	11 980.45	11 239.20		- 6,2
200 000	18 191.65	17 372.20		- 4,5
g) personne seule, avec 2 enfants (frais de garde)				
40 000	175.80	55.00		- 68,7
60 000	1 471.50	910.55		- 38,1
80 000	3 301.55	2 608.20		- 21,0
100 000	5 289.25	4 400.80		- 16,8
150 000	10 932.90	9 820.40		- 10,2
200 000	17 084.05	15 919.45		- 6,8

5.3.2 Impôt sur le revenu des contribuables rentiers

Sujet fiscal: contribuable de plus de 65 ans, marié, sans enfant.

Objet fiscal: rentes AVS et pensions brutes.

Remarque: le revenu des rentiers (revenu disponible) ne peut pas être comparé avec le revenu brut provenant du travail d'un salarié.

Déductions considérées:

- Assurance-maladie: prime forfaitaire de l'année 2003, sans tenir compte des réductions des primes;
- Déductions sociales.

Revenu brut	Impôt 2003	Impôt 2004	Différence en %
- couple marié			
30 000	295.35	270.80	- 8,3
50 000	2 325.05	2 218.50	- 4,6
75 000	5 401.60	5 164.35	- 4,4
100 000	8 507.05	8 235.90	- 3,2
150 000	15 323.50	14 998.00	- 2,1
200 000	22 916.45	22 326.60	- 2,6

6. CONSÉQUENCES DU PROJET

Le présent projet n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'a également pas d'effet s'agissant de la répartition des tâches Etat-communes et ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union européenne.

7. ENTRÉE EN VIGUEUR

Afin de donner suite rapidement aux propositions retenues, le Conseil d'Etat propose de fixer l'entrée en vigueur des modifications de la LICD au 1^{er} janvier 2004.

BOTSCHAFT Nr. 75 1. Juli 2003 des Staatsrates an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG; SGF 631.1). Nach einer kurzen Einleitung und einigen Informationen über das Steuerpaket des Bundes befasst sich diese Botschaft mit den Gründen und der Tragweite der Revision des geltenden Gesetzes und deren Folgen. Sie enthält auch einen Kommentar der wichtigsten geänderten Bestimmungen.

1. EINLEITUNG

Die jährlich veröffentlichten Statistiken zeigen, dass die Steuerlast unseres Kantons hoch ist. In der Steuerstatistik des Jahres 2002 (2003 veröffentlicht) lag Freiburg auf Rang 24.

Nach dem Wechsel zur einjährigen Gegenwartsbesteuerung der natürlichen Personen stellte sich heraus, dass die Veranlagungsergebnisse weit besser waren als prognostiziert. Der Staatsrat hat auch im Zuge von sieben Motionen vorgeschlagen, die Ehepaare und Familien steuerlich zu entlasten.

Neben den Änderungen im Bereich der Familienbesteuerung sind bei dieser Gelegenheit auch einige andere Anpassungen vorzunehmen, die zumeist aus Gründen der Steuerharmonisierung notwendig geworden sind.

2. PARLAMENTARISCHE VORSTÖSSE UND BERATUNGEN IM GROSSEN RAT

Von September 2002 bis März 2003 wurden 7 Motionen eingereicht und begründet, die alle eine Steuersenkung für die natürlichen Personen bezweckten.

Am 8. April 2003 beantwortete der Staatsrat alle diese Motionen zusammengefasst und schlug vor, sich für

Lösungen zu entscheiden, die in die gleiche Richtung gehen wie die vorläufig von den Eidgenössischen Räten in den Beratungen über die Familienbesteuerung vorgesehenen, und rund 16 Mio. Franken für die Steuerentlastung der natürlichen Personen aufzuwenden:

- 10 Millionen Franken zur «Verbesserung» unseres Splitting-Systems mit einem Divisor von rund 1,8 statt 1,66;
- 5,5 Millionen Franken zur Erhöhung der Sozialabzüge für Kinder um 800 Franken;
- 1 Million Franken zur Erhöhung des Abzugs für Kinderbetreuungskosten von 2000 Franken auf 4000 Franken.

In der Sitzung vom 8. Mai 2003 ist der Grosse Rat den Anträgen des Staatsrates gefolgt. Die folgenden Motionen, die hier in chronologischer Reihenfolge aufgeführt sind, werden somit erledigt:

- Motion BOIVIN Denis (019.02) für eine Senkung des Steuersatzes und Ausgleich der Folgen der kalten Progression für die Vermögenssteuer der natürlichen Personen.

Der erste Teil bezüglich des Steuersatzes ist mit 88 zu 23 Stimmen abgelehnt worden; die Einführung einer Bestimmung über den Ausgleich der Folgen der kalten Progression ist mit 91 zu 18 Stimmen angenommen worden.

Die entsprechende Änderung soll mit der Einführung eines neuen Artikels 62^{bis} DStG erfolgen.

- Motion BAPST Markus/ROMANENS Jean-Louis (027.02) für höhere Sozialabzüge für Kinder.

Diese Motion ist mit 87 zu 24 Stimmen angenommen worden.

Eine Erhöhung der Sozialabzüge für Kinder ist in Artikel 36 Absatz 1 Buchstabe a DStG vorgesehen.

- Motion MONNEY Michel (028.02) für die Einführung eines Doppelsteuertarifs mit einem für die verheirateten Steuerpflichtigen und für Alleinstehende mit Kinderunterhaltspflicht geltenden Tarif und einem für Alleinstehende ohne Familienunterhaltspflicht geltenden Tarif.

Diese Motion ist mit 73 zu 24 Stimmen mit 5 Enthaltungen abgelehnt worden.

- Motion ROMANENS Antoinette/BERSET Solange (030.03) für eine Änderung des DStG bezüglich der Ehegattenbesteuerung und des Solidaritätsprinzips für die Ehegatten für die Bezahlung der Steuerschuld.

Der erste Teil bezüglich Splitting ist mit 96 zu 1 Stimme mit einer Enthaltung angenommen worden; das vorgeschlagene Solidaritätsprinzip für Ehegatten für die Bezahlung der Steuerschuld ist mit 70 zu 28 Stimmen mit 4 Enthaltungen abgelehnt worden.

Ein vorteilhafteres Splitting ist in Artikel 37 Absatz 3 DStG vorgesehen.

- Motion BERSET Solange/ROMANENS Antoinette (031.03) für den Ersatz des Systems der Sozialabzüge auf dem steuerbaren Einkommen durch Sozialabzüge auf dem geschuldeten Steuerbetrag.

Diese Motion ist mit 69 zu 34 Stimmen abgelehnt worden.

- Motion DEMIERRE Anne-Claude (033.03) für eine Erhöhung der Abzüge für Betreuungskosten.

Nachdem sich der Motionär dem Antrag des Staatsrates angeschlossen hat, ist diese Motion mit 99 zu 2 Stimmen teilweise angenommen worden.

Eine Erhöhung der Sozialabzüge für Kinder ist in Artikel 34 Absatz 1 Buchstabe c^{bis} DStG vorgesehen.

- Motion LOSEY Michel (035.03) für die Berücksichtigung des Abzugs der effektiven Kosten der Krankenkassenprämien für alle im Kanton wohnhaften AHV- und IV-Rentner.

Diese Motion ist am 8. Mai 2003 zurückgezogen worden.

3. STEUERPAKET 2001 AUF BUNDESEBENE

Das Steuerpaket 2001 auf Bundesebene umfasst 3 Bereiche, und zwar die Ehepaar- und Familienbesteuerung, den Systemwechsel bei der Eigenmietwertbesteuerung und die Revision der Umsatzabgabe. Die beiden ersten haben unmittelbare Auswirkungen auf die Kantone, weil diese an den Einnahmen der direkten Bundessteuer beteiligt sind und das Bundesgesetz vom 14. Dezember 1990 über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und der Gemeinden (StHG; SR 642.14) ebenfalls geändert wird.

Nach 3 Jahren parlamentarischer Beratungen sind die letzten Differenzen zwischen den beiden Räten in der Einigungskonferenz vom 5. Juni 2003 geklärt worden. Bei der Schlussabstimmung vom 20. Juni 2003 hat der Nationalrat das Steuerpaket mit 97 gegen 69 Stimmen angenommen, der Ständerat seinerseits hat das Paket mit 30 gegen 13 Stimmen verabschiedet.

3.1 Familienbesteuerung

Die hauptsächliche Neuerung für die DBSt besteht in der Einführung eines Teilsplittings mit einem Divisor 1,9, einem allgemeinen Abzug für alle Steuerpflichtigen, einem allgemeinen Abzug für Einelternefamilien und einem allgemeinen Abzug für Kinderbetreuungskosten von 7000 Franken sowie einem Haushaltsabzug für Alleinstehende; der kombinierte Abzug für Krankenkassenprämien, Lebensversicherungsprämien und Sparkapitalzinsen wird aufgehoben und durch einen Abzug der Prämien der obligatorischen Krankenversicherung ersetzt. Auch der Doppelverdienerabzug wird aufgehoben. Ausserdem ist vorgesehen, dass die Sozialabzüge für Kinder auf 9300 Franken erhöht werden.

Diese Bestimmungen sollen am 1. Januar 2004 in Kraft treten.

Auf Ebene des StHG sind vor allem die Einführung des obligatorischen Splitting für die Kantone und eines allgemeinen Abzugs für Kinderbetreuungskosten, die Aufhebung des Doppelverdienerabzugs und des kombinierten Abzugs für Krankenkassenprämien, Lebensversicherungsprämien und Sparkapitalzinsen, ersetzt durch einen Abzug der Prämien der obligatorischen Krankenversicherung, zu nennen.

Die Kantone haben ihre Gesetzgebung innert 5 Jahren entsprechend anzupassen.

3.2 Wohneigentumsbesteuerung

Die eidgenössischen Räte haben sich für den Verzicht auf die Besteuerung des Eigenmietwerts entschieden. Es sind Bestimmungen vorgesehen, wonach Ersterwerber während 10 Jahren die Schuldzinsen degressiv in Abzug bringen können. Die Unterhaltskosten werden weiterhin abzugsfähig sein, aber nur für den Teil, der 4000 Franken übersteigt. Ausserdem wurde ein neuer Abzug für ein Bausparmodell eingeführt.

Das Inkrafttreten des neuen Systems ist sowohl auf eidgenössischer als auch auf kantonaler Ebene auf den 1. Januar 2008 vorgesehen.

3.3 Referendum

Angesichts der beträchtlichen Steuereinsparungen mit dem von den Eidgenössischen Räten verabschiedeten Systemwechsel hat der Staatsrat beschlossen, das Kantonsreferendum gegen das am vergangenen 20. Juni verabschiedete Steuerpaket zu unterstützen. Dieses Steuerpaket wird nämlich für die Kantone und die Gemeinden Steuereinsparungen in Höhe von rund 2,5 Milliarden Franken zur Folge haben.

Der Staatsrat betont, dass sich seine Opposition gegenüber diesem Steuerpaket gegen das neue System der Wohneigentumsbesteuerung richtet, wonach der Eigenmietwert nicht mehr besteuert wird, aber gewisse Vorteile des geltenden Systems beibehalten werden. Dadurch werden dem Kanton Freiburg wie auch den Gemeinden ab dem Jahr 2009 Steuereinnahmen von je 15 bis 20 Millionen Franken entgehen.

4. KOMMENTAR DER ARTIKEL

Art. 1 Gesetz vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern

Art. 34 Abs. 1 Bst. c^{bis} (neu)

In Entsprechung zur Systematik des StHG und zur Praxis für die direkte Bundessteuer, ist der Abzug für die Kinderbetreuungskosten in die allgemeinen Abzüge aufgenommen worden, wodurch Artikel 36 Absatz 1 Buchstabe g DStG aufgehoben wird. Die kantonale Bestimmung übernimmt den Wortlaut des StHG, vorbehaltlich der Altersgrenze, die nach Ansicht des Staatsrates bei 12 Jahren bleiben kann, und setzt den Betrag auf 4000 Franken statt 2000 Franken fest. Eine solche Abweichung ist in der den Kantonen zur Anpassung ihrer Gesetzgebung gewährten Frist von 5 Jahren nämlich möglich.

Art. 34 Abs. 1 Bst. i

Die Frage der Abzugsfähigkeit der unentgeltlichen Zuwendungen ist insbesondere auf Bundesebene in Artikel 9 Abs. 2 Bst. i StHG geregelt. Diese Bestimmung gehört zum sogenannten «harmonisierten» Recht, und die Kantone müssen diese Grundsätze demnach in ihre Gesetzgebung aufnehmen. Da die eidgenössische Bestimmung keine Möglichkeit des steuerlichen Abzugs der freiwilligen Zuwendungen an juristische Personen vorsieht, die von der Steuer befreit sind, weil sie Kultuszwecke verfolgen, ist dieses Prinzip in das kantonale Recht aufzunehmen.

Art. 36 Abs. 1 Bst. a und b

Der Sozialabzug wird für die beiden ersten Kinder von 4700 Franken auf 5500 Franken und für das dritte und

jedes weitere Kind von 5700 Franken auf 6500 Franken erhöht. Der Abzug für Vollwaisen wird gleichermassen erhöht.

Art. 37 Abs. 3

Der Steuersatz für das steuerbare Gesamteinkommen von Ehegatten, die in gemeinsamem Haushalt leben, und von Einelternfamilien wird von 60 % auf 56 % gesenkt, was einem Divisor von ungefähr 1,8 entspricht.

Art. 59 Abs. 1

Auch die Leibrentenversicherungen mit Rückgewähr unterliegen der Vermögenssteuer mit ihrem Rückkaufswert, und zwar nicht mehr nur solange der Bezug der Rente aufgeschoben ist. Diese Änderung drängt sich deshalb auf, weil die Leibrentenversicherungen mit Rückgewähr auch während des Rentenbezugs einen Rückkaufswert haben.

Art. 62^{bis} (Ausgleich der Folgen der kalten Progression)

Diese neue Bestimmung ermöglicht eine periodische Prüfung der Folgen der kalten Progression für die Vermögenssteuer der natürlichen Personen.

Art. 68 Abs. 1

Artikel 66 Abs. 1 StHG bestimmt, dass sich das steuerbare Vermögen nach dem Stand am Ende der Steuerperiode oder der Steuerpflicht bemisst. Dieser Grundsatz ist auch für die Bewertung der kotierten Wertpapiere aufzunehmen, die in der Schweiz gehandelt werden, da ab dem Jahr 2002 die Kursliste dem Börsenkurs des letzten Werktages im Dezember entspricht, und nicht mehr dem durchschnittlichen Kurswert des Monats Dezember.

Art. 90 Abs. 2

Das Bundesgesetz vom 1. Juli 1966 über die Anlagefonds ist durch das Bundesgesetz vom 18. März 1994 über die Anlagefonds aufgehoben worden (SR 951.31).

Art. 2 Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat

Art. 12 Abs. 2

Artikel 9 Abs. 3^{bis} des Gesetzes vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (SGF 632.1) wurde am 1. Januar 2001 eingeführt und der entsprechende Verweis irrtümlicherweise nicht in diesen Absatz eingefügt.

5. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

5.1 Für den Staat

Die vorgeschlagenen Massnahmen kosten den Staat 16,5 Mio. Franken, und zwar:

	Fr. (in Millionen)
Art. 36 Abs. 1 Bst. a Sozialabzüge für Kinder. Erhöhung um 800 Franken	5,5
Art. 36 Abs. 1 Bst. f Betreuungskosten. Erhöhung um 2000 Franken	1,0
Art. 37 Abs. 3 Vorteilhafteres Splitting von 1,66 auf ungefähr 1,8	10,0
TOTAL	16,5

5.2 Für die Gemeinden und Pfarreien

Die Gemeinde- und Kirchensteuern werden auf der Grundlage der Kantonssteuern erhoben, so dass die Gemeinden und Pfarreien gleichermassen betroffen sind.

5.3 Für die Steuerpflichtigen

Von dieser Revision betroffen sind die verheirateten Steuerpflichtigen mit oder ohne Kinder, erwerbstätig oder Rentner, sowie die Einelternfamilien. Bei den Vergleichsberechnungen der Steuerbelastung wird von den verschiedenen nachstehenden Annahmen ausgegangen.

5.3.1 Steuer auf dem Einkommen Unselbstständigerwerbender

Steuersubjekt: unselbstständig erwerbstätige steuerpflichtige Person, verheiratet oder allein stehend mit Kindern und erwerbstätigem oder nicht erwerbstätigem Ehegatten.

Steuerobjekt: Einkommen aus Erwerbstätigkeit der steuerpflichtigen Person oder des Ehepaars.

Berücksichtigte Abzüge:

- AHV/IV/EO und Arbeitslosenversicherung zu den gesetzlichen Sätzen 2003;
- Pensionskasse: 5 % des Bruttoeinkommens;
- Berufsauslagen: 3 % des Nettoeinkommens, mindestens 1900 Franken und höchstens 3800 Franken;
- Abzug für Erwerbstätigkeit des Ehegatten;
- Krankenkasse: Pauschalprämie des Jahres 2003, ohne Berücksichtigung der Prämienverbilligungen;
- Betreuungskosten;
- Sozialabzüge.

	Brutto- einkommen	Steuer 2003	Steuer 2004	Differenz in %
a) Ehepaar ohne Kinder, Ehegatte nicht erwerbstätig				
40 000	952.55	881.60	- 7,4	
60 000	2 740.00	2 608.20	- 4,8	
80 000	4 630.20	4 437.40	- 4,2	
100 000	6 728.60	6 534.30	- 2,9	
150 000	12 548.55	12 289.80	- 2,1	
200 000	18 868.85	18 429.35	- 2,3	
b) Ehepaar mit 1 Kind, Ehegatte nicht erwerbstätig				
40 000	497.85	410.80	- 17,5	
60 000	2 130.40	1 946.50	- 8,6	
80 000	3 991.85	3 748.75	- 6,1	
100 000	6 078.85	5 761.05	- 5,2	
150 000	11 852.15	11 385.15	- 3,9	
200 000	18 042.45	17 511.75	- 2,9	
c) Ehepaar mit 1 Kind (Betreuungskosten), beide Ehegatten gleiches Einkommen				
40 000	345.00	202.00	- 41,4	
60 000	1 850.55	1 506.20	- 18,6	
80 000	3 716.50	3 283.65	- 11,6	
100 000	5 792.60	5 196.30	- 10,3	
150 000	11 519.15	10 750.80	- 6,7	
200 000	17 671.50	16 871.55	- 4,5	
d) Ehepaar mit 2 Kindern, Ehegatte nicht erwerbstätig				
40 000	212.85	141.80	- 33,4	
60 000	1 559.95	1 359.25	- 12,9	
80 000	3 398.20	3 108.15	- 8,5	
100 000	5 401.60	4 978.20	- 7,8	
150 000	11 078.20	10 501.45	- 5,2	
200 000	17 230.20	16 617.90	- 3,6	
e) Ehepaar mit 2 Kindern (Betreuungskosten), beide Ehegatten gleiches Einkommen				
40 000	76.00	40.00	- 47,4	
60 000	1 172.95	612.05	- 47,8	

	80 000	2 945.65	2 236.00	- 24,1
	100 000	4 834.95	4 002.30	- 17,2
	150 000	10 430.95	9 352.50	- 10,3
	200 000	16 576.20	15 434.75	- 6,9
f)	alleinstehende Person mit 1 Kind (Betreuungskosten)			
	40 000	578.85	351.75	- 39,2
	60 000	2 241.55	1 848.30	- 17,5
	80 000	4 111.65	3 647.95	- 11,3
	100 000	6 208.90	5 645.90	- 9,1
	150 000	11 980.45	11 239.20	- 6,2
	200 000	18 191.65	17 372.20	- 4,5
g)	alleinstehende Person mit 2 Kindern (Betreuungskosten)			
	40 000	175.80	55.00	- 68,7
	60 000	1 471.50	910.55	- 38,1
	80 000	3 301.55	2 608.20	- 21,0
	100 000	5 289.25	4 400.80	- 16,8
	150 000	10 932.90	9 820.40	- 10,2
	200 000	17 084.05	15 919.45	- 6,8

5.3.2 Steuer auf dem Einkommen von Rentnern

Steuersubjekt: steuerpflichtige Person über 65 Jahre, verheiratet, ohne Kinder

Steuerobjekt: AHV-Renten und Pensionen brutto.

Bemerkung: das Einkommen der Rentner (verfügbares Einkommen) kann nicht mit dem Bruttoeinkommen aus unselbstständiger Erwerbstätigkeit verglichen werden.

Berücksichtigte Abzüge:

- Krankenkasse: Pauschalprämie des Jahres 2003, ohne Berücksichtigung der Prämienverbilligungen;

– Sozialabzüge.

	Brutto- einkommen	Steuer 2003	Steuer 2004	Differenz in %
– Ehepaar				
	30 000	295.35	270.80	- 8,3
	50 000	2 325.05	2 218.50	- 4,6
	75 000	5 401.60	5 164.35	- 4,4
	100 000	8 507.05	8 235.90	- 3,2
	150 000	15 323.50	14 998.00	- 2,1
	200 000	22 916.45	22 326.60	- 2,6

6. FOLGEN DES ENTWURFS

Dieser Entwurf hat keine unmittelbaren personellen Folgen. Er wirkt sich auch nicht auf die Aufgabenteilung Staat-Gemeinden aus und ist hinsichtlich der Übereinstimmung mit dem EU-Recht unproblematisch.

7. INKRAFTTRETEN

Um den berücksichtigten Vorschlägen rasch Folge zu leisten, beantragt der Staatsrat, das Datum des Inkrafttretens der DStG-Änderungen auf den 1. Januar 2004 festzusetzen.

Loi

du

modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 1^{er} juillet 2003;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD; RSF 631.1) est modifiée comme il suit:

Art. 34 al. 1 let. c^{bis} (nouvelle) et i

[¹ Sont déduits du revenu:]

c^{bis}) les frais, au plus 4000 francs par enfant et par an, engendrés, preuve à l'appui, par la garde par des tiers des enfants de moins de 12 ans qui font ménage commun avec leurs parents, pendant que ceux-ci exercent une activité lucrative, si:

- un parent élève seul ses enfants;
- l'un des parents est incapable d'exercer une activité lucrative ou suit une formation;
- les parents exercent une activité lucrative;
- le parent chargé de la garde des enfants n'est pas en mesure d'assumer cette charge pour cause de maladie ou d'accident d'un membre de sa famille.

Les dispositions d'exécution prises sur le plan fédéral s'appliquent par analogie;

- i) *supprimer les mots* «, aux corporations ecclésiastiques».

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 1. Juli 2003;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 6. Mai 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG; SGF 631.1) wird wie folgt geändert:

Art. 34 Abs. 1 Bst. c^{bis} (neu) und i

[¹ Von den Einkünften werden abgezogen:]

c^{bis}) die nachgewiesenen Kosten, höchstens aber 4000 Franken pro Kind und Jahr, für die während der Erwerbstätigkeit der Eltern erfolgte Drittbetreuung von Kindern, die das 12. Altersjahr noch nicht überschritten haben und mit den Eltern im gleichen Haushalt leben:

- für Alleinerziehende;
- wenn ein Elternteil erwerbsunfähig oder in Ausbildung ist;
- wenn beide Elternteile erwerbstätig sind;
- wenn der betreuende Elternteil infolge Krankheit oder Unfall in der Familie nicht in der Lage ist, die Betreuung der Kinder wahrzunehmen.

Die auf Bundesebene erlassenen Vollzugsbestimmungen gelten sinngemäss;

- i) *den Ausdruck* «, an die Gemeinden oder an die kirchlichen Körperschaften» *durch* «oder an die Gemeinden» *ersetzen*.

Art. 36 al. 1 let. a, b et g

[¹ Sont déduits du revenu net:]

a) *remplacer* «4700» par «5500» et «5700» par «6500»;

b) *remplacer* «4700» par «5500».

g) *abrogée*

Art. 37 al. 3

Remplacer «60 %» par «56 %».

Art. 59 al. 1

¹ Les assurances de capitaux et de rentes sont soumises à l'impôt sur la fortune pour leur valeur de rachat.

Art. 62a (nouveau) Compensation des effets de la progression à froid

¹ Les effets de la progression à froid sur l'impôt frappant la fortune des personnes physiques doivent être compensés périodiquement, totalement ou partiellement, par une adaptation du barème et des déductions sociales.

² Le rapport et les propositions que le Conseil d'Etat doit présenter au Grand Conseil sur les effets de la progression à froid sur l'impôt frappant le revenu des personnes physiques tiennent également compte des effets en matière d'impôt sur la fortune.

Art. 68 al. 1

¹ Les papiers valeurs cotés qui font l'objet de transactions en Suisse sont estimés au cours de clôture du dernier jour de Bourse de décembre ou du dernier jour ouvrable précédant la fin de l'assujettissement.

Art. 90 al. 2

Remplacer «l'article 31 al. 2 let. a de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur les fonds de placement» par «l'article 36 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur les fonds de placement».

Art. 36 Abs. 1 Bst. a, b und g

[¹ Vom Reineinkommen werden abgezogen:]

a) *die Zahl* «4700» durch «5500» und die Zahl «5700» durch «6500» *ersetzen*;

b) *die Zahl* «4700» durch «5500» *ersetzen*.

g) *aufgehoben*

Art. 37 Abs. 3

Die Zahl «60 %» durch «56 %» *ersetzen*.

Art. 59 Abs. 1

¹ Die Kapital- und Rentenversicherungen unterliegen der Vermögenssteuer mit ihrem Rückkaufswert.

Art. 62a (neu) Ausgleich der Folgen der kalten Progression

¹ Die Auswirkungen der kalten Progression auf die Vermögenssteuer der natürlichen Personen müssen periodisch durch eine Anpassung der Tarifstufen und der Sozialabzüge ganz oder zum Teil ausgeglichen werden.

² Bericht und Antrag, die der Staatsrat dem Grossen Rat zu den Auswirkungen der kalten Progression auf die Einkommenssteuer der natürlichen Personen unterbreiten muss, tragen auch den Auswirkungen auf die Vermögenssteuer Rechnung.

Art. 68 Abs. 1

¹ Kotierte Wertpapiere, die in der Schweiz gehandelt werden, werden nach dem Schlusskurs des letzten Börsentages im Dezember oder dem Kurs des letzten Werktages vor Ende der Steuerpflicht bewertet.

Art. 90 Abs. 2

Den Ausdruck «Artikel 31 Abs. 2 Bst. a des Bundesgesetzes vom 1. Juli 1966 über die Anlagefonds» *durch* «Artikel 36 des Bundesgesetzes vom 18. März 1994 über die Anlagefonds» *ersetzen*.

Art. 2

La loi du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (RSF 190.1) est modifiée comme il suit:

Art. 12 al. 2

Remplacer «L'article 9 al. 1, 2, 3, 5 et 6» *par* «L'article 9 al. 1, 2, 3, 3^{bis}, 5 et 6».

Art. 3

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 2

Das Gesetz vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (SGF 190.1) wird wie folgt geändert:

Art. 12 Abs. 2

Den Ausdruck «Der Artikel 9 Abs. 1, 2, 3, 5 und 6» *durch* «Der Artikel 9 Abs. 1, 2, 3, 3^{bis}, 5 und 6» *ersetzen*.

Art. 3

Der Staatsrat bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes.